

Eidg. Kommission für Arbeitsmarktfragen

RR Marianne Dürst-Kundert (GL)

Eidg. Arbeitskommission (EAK)

RR Klaus Huber (GR), Stellvertretung: Paul Schwendener, Leiter KIGA GR

RR Josef Keller (SG), Stellvertretung: Nicolo Paganini, Leiter Amt für Wirtschaft Kt. SG

CE Jacqueline Maurer-Mayor (VD) Stellvertretung: Roger Piccand, Chef du Service de l'emploi du Département de l'économie

Kommission für Konjunkturfragen

RR Marina Masoni (TI)

RR Michel Pittet (FR)

Konsultative Kommission für die Aussenwirtschaftspolitik

RR Marina Masoni (TI)

Begleitkommission "Poststellenausbau"

RR Klaus Huber (GR)

KdK Begleitkommission - Bilaterale sektorielle Abkommen - flankierende Massnahmen

RR Ralph Lewin (BS), Vorsitz in der Arbeitsgruppe "Dossier freier Personenverkehr"

Eidgenössische Kommission für Wohnungswesen

Sandra Vetsch, Sekretärin der VDK (vorgeschlagen)

Nationales IIZ-Koordinationsorgan

Sandra Vetsch, Sekretärin der VDK

Commission tripartite fédérale – mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes

Dr. Marco Dini (VS)

Marie-Thérèse Kuhn (BS)

ÄNDERUNGEN

Im Berichtsjahr erfuhr das Verzeichnis der Konferenzmitglieder folgende Änderung:

Hr. RR Max Pfister (LU) als Nachfolger von Hr. Anton Schwingruber (Neue Departementsorganisation gültig ab 1.7.2003)

Hr. RR Kaspar Schläpfer (TG) als Nachfolger von Hr. Hermann Lei (Rücktritt per 30.06.2002)

Hr. RR Walter Suter (ZG) als Nachfolger von Hr. Robert Bisig (Rücktritt per 31.12.2002)

Hr. RR Roberto Zanetti (SO) als Nachfolger von Hr. Thomas Wallner (Rücktritt per 30.9.2003)

1. INTRODUCTION

Au début de l'année 2003, on pensait, d'une part, que la situation économique mondiale allait s'améliorer et, d'autre part, que la Suisse connaîtrait une reprise économique modérée. Ces attentes ne se sont toutefois pas complètement réalisées en raison de divers développements au niveau de l'économie mondiale. Ainsi, les Etats-Unis ont attaqué l'Irak au mois de mars, et les combats principaux ont duré officiellement jusqu'au début du mois de mai. De plus, une nouvelle épidémie est survenue au cours du premier trimestre 2003, le syndrome respiratoire aigu (SRAS).

En Suisse, les nouvelles négociations bilatérales avec l'UE ont été conclues en substance dans sept des neuf dossiers en discussion. La révision de l'assurance-chômage est entrée en vigueur le 1er juillet 2003, non sans influence également sur le nombre de chômeurs. Les budgets des collectivités publiques se sont par ailleurs vu confrontés à des situations financières difficiles. La baisse du taux d'intérêt minimal dans la prévoyance professionnelle, décidée par le Conseil fédéral, a été un autre thème du débat politique. En outre, une grande partie de la Suisse a connu une période de sécheresse qui a eu des répercussions principalement sur l'agriculture et nécessité diverses mesures imprévues.

2. APERÇU DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

La situation politique mondiale, marquée d'incertitudes, a influencé la conjoncture internationale. Au début 2003, elle ne s'est améliorée que très timidement. Au cours des troisième et quatrième trimestres, la reprise s'est toutefois lentement imposée. En raison d'une politique monétaire très expansionniste de la Réserve fédérale américaine et compte tenu de baisses d'impôts, la croissance s'est accélérée de manière inattendue aux Etats-Unis. Les économies européennes ne se sont en revanche redressées que lentement.

L'économie suisse a subi les conséquences des faiblesses économiques au niveau mondial plus fortement que la plupart des autres Etats industriels. Selon les comptes nationaux, l'économie suisse a ainsi régressé de 0,4 pour-cent comparé à l'année précédente et entre à nouveau pour la première fois depuis le début des années 90 dans un période de récession. La conjoncture en Suisse a principalement été freinée par une stagnation des exportations. Mais le marché intérieur n'a pas non plus permis de redresser la courbe de l'économie. A l'exception de l'industrie chimique, de la construction et de l'alimentation en énergie et en eau, pratiquement toutes les branches ont montré des signes de faiblesse. Seuls les investissements en matière de logement ont permis de soutenir la demande à l'intérieur du pays.

Le marché du travail a également été fortement influencé par la conjoncture. Le taux de chômage est passé de 2.5% en 2002 à 3.7% en moyenne annuelle. A fin 2003, on comptait 162'835 chômeurs inscrits, ce qui correspond à un taux de chômage de 4.1%. On recensait alors 228'245 demandeurs d'emploi. En comparaison de l'année précédente, le nombre de personnes actives a augmenté à fin 2003 (0.2%), mais l'emploi a au contraire baissé (-0.9% en postes équivalents plein temps). Les écarts entre la statistique de l'emploi et celle du marché du travail s'expliquent en grande partie par le fait que cette dernière enregistre également les rapports de travail minimes et les actifs qui ne travaillent pas en entreprise. Le bilan positif en matière de population active est par ailleurs aussi à mettre sur le compte de l'augmentation du travail à temps partiel. L'emploi a reculé à nouveau de manière significative dans le secteur secondaire (-2.0%) et plus faiblement dans le secteur des services (-0.4%).

L'évolution des chiffres du chômage en 2003 présente quelques parallèles avec l'année 2002, moyennant toutefois une différence de taille: le deuxième semestre 2003 a montré un ralentissement sensible de l'augmentation mensuelle du chômage par rapport aux mois correspondants de l'année précédente. La stagnation observée au cours du deuxième semestre de l'exercice dans l'évolution des chiffres du chômage indique une tendance à l'amélioration.

3. ACTIVITÉS DE LA CONFÉRENCE

3.1 Séances plénières

Durant l'année sous revue, les membres de la Conférence se sont réunis à trois reprises, dont l'une correspondait à l'assemblée annuelle. Les points importants étaient:

a) Séance du 30 janvier 2003 (procès-verbal no 257)

▪ **Projet REMA et accompagnement de la CDEP**

U. Gygi, COE de La Poste, a présenté les objectifs majeurs de la réforme, l'environnement économique pour La Poste et la suite du déroulement du projet REMA. Les membres de la CDEP se sont prononcés en faveur d'une poste compétitive et concurrentielle et ont reconnu le besoin d'agir dans le contexte de l'évolution technologique, de la diminution du volume des lettres et de la libéralisation à venir des services postaux dans toute l'Europe. Ils ont toutefois aussi salué l'attention plus soutenue accordée aux revendications en politique régionale et en politique de l'emploi dans les variantes réévaluées et présentées à la Conférence.

▪ **Information sur la suite de la procédure dans les dossiers de l'assurance-chômage et de la loi sur le travail**

J.-L. Nordmann, directeur de la division Travail du seco, a résumé les derniers développements concernant le travail du dimanche. Parallèlement, il a informé sur la procédure de consultation concernant la protection des jeunes travailleurs. Il a en outre mentionné les catégories d'entreprises qui ont fait part de difficultés lors de la mise en oeuvre de l'ordonnance relative à la loi sur le travail, et informé quant au calendrier de la révision.

▪ **Rapport sur la croissance et travaux actuels**

A. Brunetti a présenté les résultats les plus importants du rapport sur la croissance et fait part des réflexions en cours sur les mesures qui s'imposeraient en politique fédérale compte tenu du rapport.

b) Séance du 20 juin 2003 (procès-verbal no 259)

▪ **Présentation de la nouvelle secrétaire de la CDEP**

Le président a présenté S. Vetch, la nouvelle secrétaire de la CDEP.

▪ **Nouvelle politique régionale – Liaison entre formation et innovation**

Le CF J. Deiss a expliqué que cette nouvelle orientation correspond à un besoin clair, puisque la politique actuelle dans ce domaine est dépassée. E. Fumeaux, directeur de l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie, a présenté l'importance de la formation, de la recherche et de la technologie (FRT) comme investissement prioritaire pour la croissance et l'innovation. E. Scheidegger, directeur de la section Promotion économique du seco, a présenté la suite de la procédure prévue dans le dossier de la Nouvelle politique régionale (NPR). Les membres de la CDEP ont salué l'association étroite des cantons par la Confédération. L'orientation de base a également été appréciée par la majorité. En revanche, il en a été différemment de la problématique des régions à faible potentiel, laquelle n'est pas résolue par l'approche de la NPR.

▪ **Informations sur le Forum PME**

Le CdE T. Wallner a informé sur les développements actuels du Forum PME.

d) Assemblée annuelle des 23/24 octobre 2003 à Martigny (procès-verbal no 261)

L'Assemblée annuelle était consacrée au thème "Innovation et PME". A cette occasion, le secrétaire d'Etat D. Syz a abordé le thème "Innovation en tant que moteur des PME". Le prof. H. Bourlard a présenté "L'IDIAP (Institut Dalle Molle d'Intelligence Artificielle Perceptive) - Centre de recherche national au service de l'innovation". Le deuxième jour, une visite de l'entreprise Orgamol SA, à Evionnaz, a été organisée. B. Dubuis, responsable des sciences de la vie à l'Ecole polytechnique

fédérale de Lausanne, a donné une conférence sur "Bio-alps, Bio-ark, et le rôle des hautes écoles dans le développement d'un centre leader des sciences de la vie".

Le CdE Zanetti est accueilli en tant que nouveau membre. On a pris congé du CdE T. Wallner, ancien président de la CDEP.

3.2. Séances du Comité

Les membres du Comité se sont réunis à trois reprises, notamment pour préparer les séances plénières ainsi que pour traiter d'autres affaires selon l'aperçu ci-après.

e) Séance du XX.XY.2003, à Zurich (procès-verbal no 258)

Suite de la procédure concernant le projet REMA de La Poste; collaboration au sein des organes

f) Séance du 20.06.2003, à Berne (procès-verbal no 260)

Affaires actuelles: changement de structure du forum, révision de la loi sur le marché intérieur, association au programme de législature de la Confédération, statistique de l'hébergement.

g) Séance du 23.10.2003, à Martigny (procès-verbal no 262)

Information sur le projet de révision des marchés publics de la Confédération, par H. Tichy, directeur de la Coordination des services fédéraux de la construction et de l'immobilier (KBOB); Plan CDEP 2003-2006.

h) Séance du 5.12.2003, à Zurich (procès-verbal no 263)

Changement de direction dans le canton de Zurich, avec répercussions sur le Comité de la CDEP; discussion sur la statistique de l'hébergement avec F. Steinegger et J. Renner-Bach, resp. président et directeur de la Fédération suisse du tourisme.

3.3 Autres activités importantes

Le secrétaire ad interim et la secrétaire de la CDEP ont représenté la Conférence dans le groupe de coordination nationale CII ainsi qu'au sein de la Conférence des secrétaires des conférences intercantionales (CoseCo).

4. MEMBRES

Au 31 décembre 2002, les cantons étaient représentés au sein de la Conférence par les directrices et directeurs de l'économie publique suivant(e)s:

			Appartenance politique	Membre depuis
Zurich	CE	Ruedi Jeker	(1) PRD	1999
Berne	CE	Elisabeth Zölch-Balmer	UDC	1994
Lucerne	CE	Max Pfister	PRD	2003
Uri	CE	Isidor Baumann	PDC	2000
Schwyz	CE	Werner Inderbitzin	(1) PDC	1992
Obwald	CE	Maria Küchler-Flury	PDC	1992
Nidwald	CE	Gerhard Odermatt	PRD	2002
Glaris	CE	Marianne Dürst-Kundert	PRD	1998
Zoug	CE	Walter Suter	PDC	2003
Fribourg	CE	Michel Pittet	(1) PDC	1992
Soleure	CE	Roberto Zanetti	PS	2003
Bâle-Ville	CE	Ralph Lewin	PS	1997
Bâle-Campagne	CE	Erich Straumann	UDC	1999
Schaffhouse	CE	Erhard Meister	UDC	2001
Appenzell RE	CE	Hans Altherr	PRD	1998
Appenzell RI	CE	Bruno Koster	Sans étiquette	2000
Saint-Gall	CE	Josef Keller	(1) PDC	2000
Grisons	CE	Klaus Huber	(1) UDC	1995
Argovie	CE	Kurt Wernli	Sans étiquette	1999
Thurgovie	CE	Kaspar Schläpfer	PRD	2003
Ticino	CdS	Marina Masoni	PRD	1995
Vaud	CE	Jacqueline Maurer	PRD	1997
Valais	CE	Jean-René Fournier	PDC	2001
Neuchâtel	CE	Bernard Soguel	PS	2001
Genève	CE	Carlo Lamprecht	PDC	1997
Jura	Min.	Jean-François Roth	(1) PDC	1995

(1) Membre du Comité

HÔTES PERMANENTS

Joseph Deiss, Conseiller fédéral, DFE
David Syz, Secrétaire d'Etat, seco
Hansjörg Frick, Ministre, Principauté du Liechtenstein
Jean-Luc Nordmann, Directeur seco – Direction du travail, Berne
Eric Fumeaux, Directeur, Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie
Kurt Streiff, Délégué, Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays
Cansius Braun, Directeur, Fondation ch pour la collaboration confédérale
Hans-Peter Burkhard, Président de l'AOST

COMITÉ

	Membre du comité
CE Ruedi Jeker (ZH), Président	depuis 2002
CE Klaus Huber (GR)	depuis 1998
CE Werner Inderbitzin (SZ)	depuis 2002
CE Josef Keller (SG)	depuis 2002
CE Michel Pittet (FR)	depuis 1994
Min. Jean-François Roth (JU) Viceprésident	depuis 1997

SECRÉTAIRE ET TRÉSORIER

a.i. Manfred Elsig	jusqu'au 23.06.2003
Sandra Vetsch	depuis 24.06.2003

RÉVISEURS DES COMPTES

1 CE Ralph Lewin (BS)	depuis 1998
2 A élire	

REPRESENTATIONS DE LA CDEP DANS DIVERSES COMMISSIONS

Comité de pilotage sur les effets de la libéralisation (G 80) – Forum « Evolution structurelle de l'économie »

CE Ruedi Jeker (ZH), Président CDEP
CE Klaus Huber (GR)
CE Jacqueline-Maurer-Mayor (VD)
Pierre-Marie Rappaz (VS)
Sandra Vetsch, Secrétaire de la CDEP

Forum PME

CE Roberto Zanetti (SO)

Commission de surveillance des fonds de compensation de l'assurance-chômage

CE Gerhard Odermatt (NW)
CE Marianne Dürst-Kundert (GL)

Commission fédérale pour les questions relatives au marché de l'emploi

CE Marianne Dürst-Kundert (GL)

Commission fédérale de l'emploi

CE Klaus Huber (GR), suppléance: Paul Schwendener, Directeur de l'OCIAMT GR

CE Josef Keller (SG), suppléance: Jakob Göldi, Directeur de l'Office cantonal de l'économie SG

CE Jacqueline Maurer-Mayor (VD) suppléance: Roger Piccand, Chef du Service de l'emploi du Département de l'économie

Commission pour les questions conjoncturelles

CE Marina Masoni (TI)

CE Michel Pittet (FR)

Commission consultative pour la politique économique extérieure

CE Marina Masoni (TI)

Commission d'encadrement "démantèlement des bureaux de poste"

CE Klaus Huber (GR)

Organisation d'accompagnement de la CdC – Accords sectoriels bilatéraux – Mesures d'accompagnement

CE Ralph Lewin (BS), Responsable du groupe de travail "Dossier sur la libre circulation des personnes"

Commission fédérale du logement CFL

Sandra Vetsch, Secrétaire de la CDEP (proposée)

Groupe national de coordination CII

Sandra Vetsch, Secrétaire de la CDEP

Commission tripartite fédérale – mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes

Marco Dini (VS)

Marie-Thérèse Kuhn (BS)

MUTATIONS

En cours d'exercice, la liste des membres a subi les modifications suivantes:

Max Pfister, conseiller d'Etat, (LU) a succédé à Anton Schwingruber (réorganisation des départements, dès 1.7.2003)

Kaspar Schläpfer, conseiller d'Etat, (TG) a succédé à Hermann Lei (démissionné au 30.06.2002)

Walter Suter, conseiller d'Etat, (ZG) a succédé à Robert Bisig (démissionné au 31.12.2002)

Roberto Zanetti, conseiller d'Etat, (ZG) a succédé à Thomas Wallner (démissionné au 30.9.2003)